

Ministère de l'Education Nationale Direction des personnels administratifs, techniques et d'encadrement,	
Formation d'acteurs	Formation initiale

## **"Prévention des conduites à risque chez l'adolescent"**

Lieu : DPATE -s/Direction de la formation des personnels Futuroscope - Poitiers,

Date : 3, 4, 5 avril 2001

Organisateur : GAPFE (Groupe de pilotage académique de la formation des personnels d'encadrement)

### **Une formation en direction des futurs chefs d'établissements de l'académie de Poitiers**

La Direction des Personnels Administratifs Techniques et d'Encadrement (DPATE) le pilotage national du dispositif de formation initiale des chefs d'établissement décliné au niveau de chacune des académies. Le thème « prévention des dépendances » constitue l'une des composantes de la formation des futurs chefs d'établissements.

Le proviseur de la cité scolaire J. Moulin de Thouars, formateur associé auprès de la DPATE, a été désigné pour participer à la session expérimentale interministérielle organisée par la MILDT fin 2000. C'est au cours de cette formation qu'il a pu actualiser ses connaissances sur le thème des drogues et toxicomanies. "La formation interministérielle m'a permis de mettre à jour mes formations". A la suite de cette session, il a été chargé par le recteur de l'académie de Poitiers, de la mise en place d'une formation sur la prévention des conduites à risque dans le cadre de la formation initiale des chefs d'établissements et du pilotage de la semaine inter écoles en mars 2001.

Il a engagé le travail sur la session destinée aux chefs d'établissement en formation initiale en décembre 2000, en collaboration avec la chargée de mission Education nationale auprès de la MILDT. En avril 2001, il a modifié les formations en introduisant une session, de 3 jours, intitulée "Prévention des conduites à risque chez l'adolescent".

Les objectifs de la session destinée aux chefs d'établissement étaient de présenter, les orientations nationales en matière de lutte contre la drogue et de prévention des dépendances, d'une part, et de renforcer une culture commune aux différents acteurs du Ministère de l'Education Nationale en ce qui concerne la prévention et la lutte contre la drogue et la prévention des dépendances, d'autre part. Il s'agissait d'instituer une logique de partenariat comme modalité de mise en œuvre d'actions et d'intégrer un programme d'actions dans une politique académique.

La formation s'est déroulée sur 3 jours sous forme d'intervention d'experts.

Les promotions 1999-2001 et 2000-2003 ont participé à cette formation (40 participants).

L'organisateur a proposé à des intervenants locaux d'y participer pour permettre aux futurs chefs d'établissement de l'académie de développer des partenariats. C'est le cas notamment d'un psychiatre qui est intervenu ensuite dans le cadre du projet d'établissement de la cité scolaire Jean Moulin de Thouars.

En 13 années au sein de l'académie de Poitiers, l'organisateur a établi un réseau qui lui a permis de faire intervenir des personnes de différents départements ministériels avec lesquels il a préparé les formations.

Les intervenants étaient le médecin conseiller auprès du recteur, le substitut auprès du procureur, un représentant de la MILDT, un sociologue, un docteur de l'association Delta 79 et un médecin généraliste.

**Contribution de la MILDT**

La chargée de mission MILDT a fourni une aide à l'ingénierie de formation. Elle a aidé à trouver des intervenants et elle est intervenue 1h30 sur la politique publique (Le Plan Triennal).

Les supports pédagogiques de la MILDT ont été utilisés mais certains intervenants ont utilisé leur propre matériel.

L'organisateur a participé à la session expérimentale.

La liste des chefs de projet et des CIRDD a été envoyée à chacun des stagiaires pour leur permettre de repérer leurs interlocuteurs dans leur académie et de travailler en partenariat.

Il est important de noter que :

- cette formation a été financée par le Ministère de l'Education Nationale dans le cadre des formations initiales des chefs d'établissement.

- qu'il n'y a pas de dispositif national pour la formation des chefs d'établissement sur le thème de la lutte contre la drogue et la prévention des dépendances : chaque académie met en place ses propres formations. Le cas étudié est donc spécifique à l'académie de Poitiers et n'est pas lié au « Dispositif global de formation des personnes ressources ».

## Résultats de la formation

### ***Le point de vue des organisateurs***

Selon l'organisateur qui est présent depuis longtemps au sein de l'académie de Poitiers, la nouvelle formation marque une nette "accélération" des préoccupations sur la prévention des conduites à risque.

Une intervenante s'est attachée à "apprendre à mettre des mots sur ce qui se passe" c'est à dire à montrer comment "on dépose beaucoup sur les enfants et les adolescents" et à expliquer les raisons des comportements à risque. Elle a l'impression que "le message est entendu par les chefs d'établissements mais n'est pas toujours mis en pratique", car tout dépend de la manière de gérer les établissements. Elle a le sentiment que bien souvent, les enseignants "ont parfois des difficultés à aller au delà de la transmission des savoirs". Or, selon elle, l'enseignement peut être aussi un outil de dialogue. »

Cette intervenante a noté aussi une "demande de développer des partenariats". Selon elle, "il serait bien de parler plus, de faire part de ses difficultés pour s'appuyer sur des réseaux et savoir qui fait quoi".

### ***Le point de vue des participants***

Selon une participante qui "adhère aux messages de la formation", il n'est pas évident de faire passer le message sur le comportement d'usage. Beaucoup de personnes "se retranchent derrière l'aspect légal pour ne pas discuter." Un participant s'est d'ailleurs opposé vivement à la politique de prévention du ministère .

Un certain nombre d'actions semblent avoir été mises en œuvre. Cependant il est prématuré d'essayer de comparer l'évolution des pratiques professionnelles.

Lors de notre enquête téléphonique réalisée auprès de 16 participants, 14 personnes nous ont expliqué que la formation les a ouvert à de nouvelles perspectives. Pour 10 participants interrogés, le point fort a été les échanges avec leurs collègues et pour 9 personnes le point faible de la formation a été la nature des solutions apportées à certains de leurs problèmes concrets.

A l'issue de la formation, 7 personnes sur 16 disent avoir changé leur façon de travailler au quotidien de manière assez forte ou très forte, et être en mesure de renforcer leur réseau professionnel. Un effet positif semble être la mise en place d'actions puisque 14 des 16 participants interrogés nous ont dit avoir l'intention de lancer ou de mener au moins une action (projet) à la suite de la formation.

## Autres actions du ministère chargé de l'Education nationale

### *Collaboration entre la MILDT et le ministère*

La MILDT travaille avec les 3 directions concernées du Ministère de l'Education Nationale, la Direction de l'Enseignement Supérieur (DES), la Direction des personnels administratifs, techniques et d'encadrement (DPATE) et la Direction de l'Enseignement Scolaire (DESCO). Celle-ci a été pendant longtemps son interlocuteur. C'est grâce à ce travail en collaboration que le dispositif des formations (décrit ci-après) a été développé.

### *Dispositif global de formation des personnes ressources*

La nécessité de relayer au plus près des établissements la politique gouvernementale de prévention et la mise en place par la MILDT des chefs de projets départementaux, a conduit à proposer un dispositif de personnes ressources auprès des inspecteurs d'académie. A cette fin, en juin 2000, un chantier a été engagé entre les partenaires concernés. Il a abouti à un dispositif en 2 phases piloté par la DPATE, la DESCO et la MILDT.

La *première phase* (20 au 22 juin 2001) s'est inscrite dans le programme national de pilotage 2001-2002 (PNP): "séminaire national réservé aux responsables du Ministère ayant un rôle à jouer dans la mise en œuvre d'une politique de prévention de l'Education Nationale".

Cette première phase avait un objectif d'impulsion politique: présenter les orientations nationales en matière de lutte contre la drogue et de prévention des dépendances, renforcer une culture qui soit commune aux différents acteurs de l'Education nationale, instituer la logique de partenariat comme modalité de mise en œuvre d'actions et intégrer un programme d'actions dans le cadre des politiques académiques. Le séminaire était destiné aux coordonnateurs académiques des comités d'éducation à la santé et à la citoyenneté (CESC) et aux responsables académiques de formation des personnels.

La *deuxième phase*, préalable méthodologique à l'inscription d'actions de formation sur ce thème dans les plans académiques, s'est déroulée du 10 au 13 décembre 2001. Ce stage était destiné aux personnes identifiées comme personnes ressources dans les départements (conseillers techniques des inspecteurs d'académie, chefs d'établissements, etc.). L'objectif était de faire des participants au stage des référents et des partenaires des chefs de projets départementaux. Le réseau (personnes ayant participé au stage) bénéficiera d'une liste de diffusion sur le site pédagogique du Ministère de l'Education Nationale ([www.eduscol.education.fr](http://www.eduscol.education.fr)).

Par ailleurs, des séminaires nationaux sont organisés pour former le personnel non enseignant (infirmières, assistantes sociales, chefs d'établissements, etc.). Le but est de "mettre autour d'une table les différents acteurs pour travailler ensemble". C'est au cours de ces séminaires que le du Plan Triennal est abordée. C'est ensuite aux académies de démultiplier les formations et les actions de prévention.

Un exemple concret de démultiplication est le cas du département de l'Aveyron. C'est à partir d'une proposition de financement par le rectorat, qui bénéficiait de crédits alloués par la MILDT que la chef de projet départemental a mis en place une formation action en collaboration avec l'Education Nationale en septembre 2000. La formation ne relevait pas directement de la politique départementale du chef de projet. Elle était financée par des crédits délégués à l'Education nationale par la MILDT pour la mise en œuvre de formations intercatégorielles.

Selon un représentant de la DPATE, chargé de la formation initiale des chefs d'établissement depuis septembre 2001, le fait qu'il n'y ait pas de "directives précises" dans le champ de la prévention, permet une prise en compte de la réalité du terrain selon les départements ou régions.

Les formations peuvent s'appuyer sur des documents pédagogiques tels que la brochure "Prévention des conduites à risques" produite par la DESCO ou le Bulletin officiel de l'Education nationale, "Repères pour la prévention des conduites à risques".

La part la plus novatrice du travail conduite par le Ministère de l'Education Nationale et la MILDT concerne cette mise en place opérationnelle du réseau de personnes ressources chargées d'assurer, sous la responsabilité des inspecteurs d'académie, des fonctions d'accompagnement, de conseil et de suivi dans le domaine de la lutte contre la drogue et de la prévention des dépendances. L'initiative en revient

conjointement à la DESCO (en charge du pilotage) et à la DPATE (en charge de la formation des personnels médicaux, infirmiers et sociaux ainsi que des personnels d'encadrement) qui ont inscrit cette action au Plan National de Pilotage 2001.

NB :

L'apport spécifique de la MILDT consiste en :

- l'actualisation des connaissances sur les produits et leurs effets,
- l'élaboration progressive d'une culture commune à l'ensemble des acteurs de prévention,
- le développement des actions en partenariat,
- la diffusion de supports,
- le développement des formations liées à la prévention des toxicomanies et leur déclinaison au niveau des départements.

#### *Généralisation des CESC (Comité d'Education à la Santé et à la Citoyenneté)*

Créé en 1990, le Comité d'Environnement Social (CES) avait pour mission de fédérer des actions de prévention des conduites à risque, de mobiliser des adultes et des élèves et de renforcer le partenariat. En 1998, le Ministère de l'Education Nationale, conscient des problèmes économiques et sociaux qui multiplient les difficultés des élèves, décide d'élargir et de généraliser ce dispositif par les CESC. Cette même année, une circulaire du ministère de l'Education nationale, sur la prévention des conduites à risque, définit les missions des CESC dans le cadre d'une politique globale de prévention des conduites à risques et "invite les recteurs et les inspecteurs d'académie à généraliser les CESC en développant une stratégie volontariste dans leur académie ou leur département". Le pilotage des CES puis des CESC a été assuré consécutivement par la Direction des lycées et collèges, puis par la DESCO.

En 1999, le ministère, avec le concours de la MILDT, met à disposition des établissements scolaires un guide qui les aide dans la prise en compte des problèmes liés aux conduites à risque des élèves : *Prévention des conduites à risques* (publié par le CNPD en septembre 2001). Ce document constitue le bilan des actions interacadémiques conduites en 2000 et appuie la généralisation des CESC.

#### *Existence d'autres formations sur ce thème au ministère de l'Education nationale*

Une formation pour l'ensemble des responsables de médecine préventive dans les universités: Octobre 2001 (DES).

Une sensibilisation pour les conseillers techniques infirmiers en novembre 2001 (DESCO/DPATE)

Le stage "inter-écoles" en mars 2001 (formation initiale) a été réalisé au sein du Réseau des Ecoles du Service Public (RESP). Son objectif est de "croiser les cultures" au travers d'une formation à laquelle participe une dizaine d'écoles (ENP, ENSP, ENFRO, etc.) dépendant de différents ministères.

## **Entretiens**

Chargée de mission MILDT (détachée Education nationale)

Intermédiaire 1 : DESCO B4. Chef du bureau de l'action sanitaire et sociale et de la prévention

Intermédiaire 2 : DPATE D1, chargé de la formation initiale des chefs d'établissement depuis septembre 2001

Intermédiaires 3 : DPATE D2, chargé de la formation continue des personnels en matière de prévention, hygiène et sécurité

Organisateur : Proviseur (Cité scolaire Jean Moulin de Thouars)

Formateur : Psychiatre, Association Delta 79

Participant : Adjointe du proviseur